



VSA-AAS

Archives et Droits de l'Homme

Décembre 2016

Commentaires.

Commençant une nouvelle année et regardant le tumulte de l'année écoulée, un certain nombre d'organisations ont dressé des listes de bonnes choses qui sont arrivées en 2016. Pour le Groupe de Travail sur les droits de l'homme, nous n'avons peut-être pas une liste de 99 bonnes choses, comme ce site web (<https://medium.com/future-crunch/99-reasons-why-2016-has-been-a-great-year-for-humanity-8420debc2823#.z3h69ha97>) mais nous sommes très contents que le document "Principes de base relatifs au rôle des archivistes et des records managers pour la défense des droits de l'homme" est maintenant publié et disponible dans un certain nombre de langues sur le site de l'ICA. Et pour un dernier coup d'œil sur 2016, voici quelques-uns des sujets de la Lettre d'information, qui, rassemblés, illustrent la diversité des problèmes liés aux droits de l'homme et qui inclut les archives. Meilleurs vœux pour cette nouvelle année !

Janvier. Un docteur à Flint, Michigan, a découvert que le pourcentage d'enfants avec un taux anormalement élevé de plomb dans le sang avait doublé et même triplé après que la ville a changé sa source d'approvisionnement en eau en avril 2014. Il a dit : "Si nous n'avions pas les records médicaux électroniques, si nous utilisions toujours les records sur support papier, il nous aurait fallu très longtemps pour obtenir ces résultats."

Février. Entre 1966 et 1996, la France a mené des essais nucléaires en Polynésie Française. En 2010, la France a voté une loi autorisant les compensations pour les vétérans militaires et les civils dont les cancers pourraient être attribués au programme de test, mais seulement 20 des 1000 personnes qui en ont fait la demande ont reçu des compensations. Le Président François Hollande a promis de revoir le processus des demandes.

Mars. Les femmes Afghanes qui étaient accusées de crime sexuel hors mariage, ce qui est punissable d'une peine allant jusqu'à 15 ans de prison, ont été forcées de subir un examen de virginité. Les médecins qui effectuent ces examens "écrivent des rapports fondés sur les examens, et ils sont utilisés dans les audiences des cours comme preuve d'accusation de 'crime moral'." Human Rights Watch l'a qualifié "d'agression sexuelle au nom de la science."

Avril. Les Nations Unies ont donné à Chypre l'accès des archives des forces de maintien de la paix à Chypre pour les aider à localiser les personnes toujours portées disparues suite à la guerre civile.

Mai. Le ministre de la justice d'Arabie Saoudite a émis une directive aux clercs qui enregistrent les contrats de mariage, leur disant qu'ils doivent donner à la mariée une copie du contrat de mariage pour leur faire connaître leurs droits et les termes du contrat."

Juin. Berta Caceres, une activiste environnementale au Honduras, a été tuée. Un ancien soldat hondurien a déclaré que "des listes nominatives et des photographies de douzaines d'activistes sociaux et environnementaux avaient été remises à deux unités militaires d'élite, avec pour ordre d'éliminer chaque cible", et le nom de Caceres était sur la liste.

Juillet. Le Comité International de la Croix-Rouge a commencé à collecter les échantillons d'ADN au Liban afin d'aider à identifier les milliers de personnes qui ont disparu lors de la guerre civile entre 1975 et 1990. Le CICR avait précédemment lancé un projet de base de données pour préserver l'information sur chaque personne disparue.

Août. En 1993 "les résidents fermiers et indigènes de la forêt équatoriale d'Équateur ont poursuivi la compagnie pétrolière Texaco, alléguant que la société avait laissé derrière elle un désastre environnemental et sanitaire" suite à son entreprise en Amazonie entre 1972 et 1990. Après avoir gagné le procès en Equateur, ils ont essayé d'encaisser aux Etats-Unis, où se trouve Texaco le successeur de Chevron. La Cour du second circuit a dit aux Equatoriens qu'ils ne pouvaient pas recueillir le verdict contre Chevron. Les Équatoriens ont demandé à la Cour Criminelle Internationale d'ouvrir une enquête sur les actions de Chevron et de Texaco.

Septembre. Le procureur de la Cour Criminelle Internationale a émis "un document de politique sur le cas de sélection et de priorisation" qui indique pour la première fois que la CCI poursuivra en justice les crimes économiques et environnementaux. Le document dit que la Cour "portera une attention toute particulière aux attaques contre les objets culturels, religieux, historiques et autres objets protégés ainsi que le personnel humanitaire et de maintien de la paix."

Octobre. La Commission Centrale d'Information d'Indonésie a statué "qu'un rapport d'enquête sur le meurtre de l'activiste des droits de l'homme Munir Said Thalib constituait une information publique qui avait besoin d'être diffusée", mais le gouvernement a déclaré qu'il n'avait pas le rapport et qu'il ne savait pas où il se trouvait.

Novembre. Pour identifier la destruction de 3 villages situés dans le nord de l'état de Rakhine, Myanmar, où de sérieux abus des droits de l'homme sont commis, Human Rights Watch (HRW) a utilisé les images satellitaires à haute résolution et aussi, peut-être pour la première fois, il a utilisé les données thermiques anormales collectées par des capteurs qui ont détecté la présence de multiples feux actifs.

Décembre. Un juge américain a ordonné la préservation d'un rapport de 2014 du Sénat américain sur le programme de détention et d'interrogation de l'Agence Centrale de Renseignement.

Nouvelles Internationales.

Cour Criminelle Internationale. Bosco Ntaganda est jugé en procès pour 13 faits de crimes de guerre et 5 actes de crimes contre l'humanité, commis dans le district d'Ituri au Congo entre 2000 et 2005. La

déposition de deux experts illustre l'importance et les limites des données scientifiques. Dr. Lynn Lawry, un épidémiologiste a mené une étude en 2010 interviewant "998 foyers dans différents endroits au Congo sur les abus relatifs aux droits de l'homme" durant le conflit, a rapporté l'*International Justice Monitor*. Le rapport de Lawry, que les procureurs ont intégré comme preuve, a dit qu'un foyer sur 7 dans le district d'Ituri a relaté des abus des forces de Ntaganda. Lars Bromly, du Programme de l'application des opérations satellitaires de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR), a analysé des images prises en 2002 et 2003 dans les mêmes endroits au Congo "pour prouver les destructions, brûlages ou dommages commis sur les structures des maisons." Du fait du laps de temps entre les images satellitaires, il a dit qu'il pouvait voir "la preuve de structures brûlées ou détruites, mais dans la plupart des cas il ne pouvait dresser de conclusions quant à la cause de la destruction ou quant à la date." <https://www.ijmonitor.org/2016/12/ntaganda-trial-goes-on-recess-after-testimony-of-expert-witness-on-sexual-violence/>; <https://www.ijmonitor.org/2016/12/ntaganda-trial-goes-on-recess-after-testimony-of-expert-witness-on-sexual-violence/>

Bosco Ntaganda et Thomas Lubanga sont accusés de subornation de témoins dans le cas Ntaganda. Pour preuve, le procureur a donné à la défense 20 968 records, incluant des listes de "contacts non-privilegiés," des records de droits de visite, des feuilles avec les records des données relatives aux appels, les dossiers audios des conversations téléphoniques, et "les dossiers de métadonnées avec l'information sur la date, l'heure au début d'appel, à la fin de l'appel, et la durée de l'appel, ainsi que les numéros appelés par les détenus," a rapporté le *International Justice Monitor*.

<https://www.ijmonitor.org/2016/12/prosecution-details-extent-of-witness-tampering-evidence-against-ntaganda/>

Nations Unies. L'Assemblée générale a voté une résolution créant un "mécanisme" pour "collecter consolider, préserver et analyser la preuve" et préparer les cas sur les crimes de guerre et les violations des droits de l'homme durant le conflit en Syrie, a rapporté *Reuters*. L'équipe doit préparer les dossiers afin de faciliter et d'accélérer un processus criminel équitable et indépendant en accord avec les normes législatives internationales, dans les cours nationales, régionales, internationales ou les tribunaux qui ont ou qui peuvent avoir juridiction sur ces crimes". La résolution a appelé tous les états, parties du conflit et la société civile à fournir quelconque information et documentation à l'équipe."

<http://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-warcrimes-idUSKBN14A2H7>

Nouvelles générales / Monde.

Foncier. L'ONG *Pan Asia Pacific* a découvert qu'en 2016 "une moyenne de presque 16 fermiers, personnes des peuples indigènes et porte-paroles des droits fonciers ont été tués chaque mois jusqu'en novembre, et ce sur le plan mondial, trois fois plus que la moyenne de 2015," a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Une autre ONG, *Global Witness*, a appelé à la lutte au sujet des propriétés foncières et de l'environnement, "un nouveau champ de bataille pour les droits de l'homme." Les titres de propriété foncière sont au cœur de ces conflits. <http://news.trust.org/item/20161212105955-1jz7o/>

Archives médicales. *STAT* a relaté le débat au sein de la communauté médicale, à savoir si les volontaires des essais cliniques devaient avoir accès aux résultats. "Seulement 9 pourcents des volontaires étudiés en 2014 obtiennent à peine un résumé de leurs essais cliniques."

<https://www.statnews.com/2016/12/01/clinical-trial-data-results/>

En utilisant l'index océanographique Nino (du phénomène El Nino dans l'océan Pacifique) et "les variables climatiques hebdomadaires ainsi que les données sur les notifications relatives à la dengue ... à partir du ministère de la Santé Sri-lankais" entre 2009 et 2013, les chercheurs ont découvert "que les conditions d'El Nino dans le Pacifique précèdent les épidémies aggravées de dengue au Sri Lanka 6 mois plus tard," a rapporté *CORDIS*. Les chercheurs pensent que les découvertes peuvent donner aux autorités sanitaires plus de temps pour améliorer le degré de préparation et les efforts en vue de gérer les efforts pour contrôler avant les épidémies." http://cordis.europa.eu/news/rcn/126603_en.html

Une équipe de recherche a découvert que les taux de mortalité de cancer de la poitrine ont décliné entre 1987 et 2013 dans 39 des 47 pays étudiés, a rapporté *Eurasia Review*. Le responsable a déclaré que “le cancer de la poitrine est de loin le principal cancer chez les femmes et, sur le plan mondial, il représente un quart de tous les cancers chez les femmes.” Les chercheurs ont fondé leur étude à partir “des informations relatives à la mortalité des cancers de la poitrine fournies par la base de données de l’OMS.” http://www.eurasiareview.com/10122016-breast-cancer-mortality-rates-decline-in-many-countries/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Le département Santé et Médecine des Académies nationales Américaines a publié les comptes rendus d’un groupe de travail relatifs “aux données volumineuses et les analytiques pour la recherche des maladies infectieuses, les opérations et la politique.” Les sujets inclus sont “empêcher, détecter, et répondre aux menaces des maladies infectieuses en utilisant les données volumineuses et analytiques relatives,” les variétés de données qui sont utiles “incluant l’aspect démographique, géo-spatial, comportemental, relatif aux syndromes et aux laboratoires,” et “les moyens pour améliorer leur collecte, leur traitement, leur utilité et leur validation.” L’un des participants a déclaré que “des sources comme les hôpitaux et les cliniques produisent des données relativement fiables pour les systèmes de contrôle sanitaires, mais les données sont souvent incomplètes et pas à jour. Plus de sources de données novatrices, telles que les records de fréquentation des écoles, les cliniques vétérinaires, les médias sociaux, les ventes de médicaments, les tendances globales des transports, et le climat ne contiennent pas assez d’information en tant que telle ... mais lorsque les sources de données multiples traditionnelles et non traditionnelles, structurées et non structurées, sont combinées, elles peuvent donner une image plus rapide, plus fiable et concrète de la santé de la communauté qu’il est possible à travers les données cliniques seules.” http://nationalacademies.org/hmd/reports/2016/big-data-and-analytics-for-infectious-disease-research-operations-and-policy-proceedings-of-a-workshop.aspx?utm_source=HMD+Email+List&utm_campaign=a1b0b4d367-Big-Data-PW-12%2F8&utm_medium=email&utm_term=0_211686812e-a1b0b4d367-180156329&mc_cid=a1b0b4d367&mc_eid=9ed352a082

Vie privée. Yahoo a annoncé qu’en août 2013, des hackers ont obtenu plus d’un milliard de noms d’utilisateurs, dates de naissance, numéros de téléphone et mots de passe, a rapporté *Associated Press*. Peu de temps après, CNN a rapporté que les records volés des utilisateurs de Yahoo étaient en vente sur le dark web. <http://finance.yahoo.com/news/yahoo-says-hackers-stole-information-221214183.html>; <http://money.cnn.com/2016/12/16/technology/yahoo-for-sale-data-dark-web/index.html>

Risque. 13 chefs d’état et représentants de 30 autres pays se sont réunis à Abu Dhabi et ont créé “un fonds spécial de 100 millions de dollars et un réseau de Sanctuaires à travers le monde où la propriété culturelle menacée par les conflits armes pourraient être mis à l’abri”, a rapporté *Le Temps*. Une fondation créée sous législation suisse et basée à Genève gèrera le fonds. <https://www.letemps.ch/monde/2016/12/02/fondation-patrimoine-peril-sera-basee-geneve>

Violence sexuelle. Le Centre International pour la Justice Transitoire, une ONG basée à New York, a publié un rapport sur la violence sexuelle contre les hommes et les garçons. Notant que la violence sexuelle est souvent caractérisée comme un problème féminin, il écrit que “l’expérience des victimes masculines de violence sexuelle continue d’être sous-reportée, mal comprise, et mal caractérisée dans les processus de justice transitoire.” Le fait de sous-reporter ce sujet “est particulièrement pertinent pour les commission Vérité comme les déclarations qu’elles reçoivent des victimes non seulement pour informer leurs rapports finaux, mais aussi pour contribuer typiquement à la création de registres de victimes et la conception de programmes de réparations, et même de poursuites judiciaires.” L’ONG requiert des changements dans les processus d’enregistrement. <https://www.ictj.org/publication/sexual-violence-men-boys>

Torture. Un juge fédéral américain a ordonné qu’un rapport du Sénat sur la façon dont la CIA (l’agence de renseignement américaine) a détenu et interrogé les suspects de la terreur après le 11 Septembre soit

conservé par le gouvernement,” a rapporté *The Hill*. Le pétitionnaire, qui est en procès pour implication dans l’attaque à la bombe du U.S.S. Cole qui a tué 17 marins et qui a subi la torture de la planche par la CIA après sa détention, a craint que le rapport soit détruit par le nouveau Sénat. Le juge a décidé de façon extraordinaire d’ordonner “qu’une copie électronique ou papier du Comité sélectif du Senat sur le renseignement, ‘Comité d’étude sur le programme de détention et d’interrogation de la CIA’ (2014) soit remis à l’Officier de Sécurité de la Cour afin de le conserver dans un endroit sûr. Président Obama a déclaré qu’il conservera sa copie dans les archives présidentielles mais refusera de déclassifier le rapport maintenant. <http://thehill.com/policy/national-security/312067-judge-orders-government-to-preserve-senate-torture-report>; <https://assets.documentcloud.org/documents/3248156/2016-12-28-Preservation-Order.pdf>

Seconde Guerre mondiale. Le ministre de la Défense français a signé un accord avec le Mémorial français de la Shoah et le Musée du Mémorial de l’Holocauste aux États-Unis, permettant de faire des copies des archives relatives aux crimes des Nazis et des collaborateurs français à l’époque de la Seconde Guerre mondiale. Un officiel du Musée de l’Holocauste a déclaré à *Associated Press* que le projet “aidera à révéler l’information sur les crimes de guerre et les crimes antisémites commis en France.” <https://www.ushmm.org/information/press/press-releases/france-shares-important-postwar-judiciary-records-with-museum>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Argentine/États-Unis. Les États-Unis ont déclassifié et fourni au gouvernement argentin plus de 500 pages de documents sur la dictature militaire en Argentine. Les documents incluent “un rapport de la CIA exhaustif sur les opérations Condor,” a écrit l’ONG National Security Archive, qui a publié un extrait des documents sur son site web. Le rapport dit que l’opération Condor, longtemps connue comme l’accord secret multinational sud-américain passé par les services des polices secrètes pour traquer et tuer les opposants de leurs régimes dans les années 1970, “visaient également les officiels d’Amnesty International ainsi que d’autres groupes des droits de l’homme, et planifiaient des missions outre-mer à Londres et à Paris.” <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB572-Declassified-files-show-Operation-Condor-targets-for-assassination/>

Bosnie/Kosovo. La coalition pour RECOM, une ONG des Balkans qui prône l’établissement d’une Commission Vérité Régionale, a publié un rapport documentant 600 lieux de détention durant la guerre en Bosnie et Herzégovine entre 1992 et 1995. La coalition a dit qu’environ 160 000 personnes ont été détenues dans ces sites et qu’“au moins” 130 000 personnes ont été tuées ou sont portées disparues dans l’ancienne Yougoslavie durant les guerres. http://www.balkaninsight.com/en/article/600-wartime-detention-sites-identified-in-ex-yugoslavia-12-13-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=96bed52a19-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-96bed52a19-319755321

Brésil/Italie. Giulia Barrera, la présidente du Groupe de Travail des droits de l’homme, a témoigné au *processo Condor brasileiro* à Rome. Quatre anciens agents de la dictature militaire au Brésil (1964-1985) sont jugés en procès pour leur rôle dans l’assassinat de l’Italo-argentin Lorenzo Vinas Gigli, qui a disparu le 26 juin 1980 à la frontière entre l’Argentine et Brésil. Elle a utilisé les images de documents d’archives pour illustrer la forme de la dictature en Argentine et au Brésil et le fonctionnement du système illégal de coopération dans la répression parmi les pays du cône sud appelé “Condor.” <https://www.brasildefato.com.br/2016/12/06/justica-italiana-ouve-primeira-testemunha-contra-ex-agentes-da-ditadura-no-brasil/> Merci à Vitor Fonseca pour la référence.

Chili/États-Unis. Un exemple illustrant l’importance de documents déclassifiés, la Cour Suprême du Chili a prononcé un jugement selon lequel “le gouvernement peut introduire une demande d’extradition aux Etats-Unis pour deux anciens agents de la police secrète recherchés pour l’explosion d’une voiture en 1976 à Washington qui a tué un ancien ambassadeur chilien aux Etats-Unis et un citoyen américain,” selon *Associated Press*. L’an dernier, les États-Unis ont déclassifié des documents qui incluait une affirmation du chef de l’agence de renseignement chilienne à l’époque de l’explosion selon laquelle “il

a autorisé l'assassinat" sur "ordres directs de Pinochet, le dictateur militaire du Chili. Pinochet et le chef de l'agence sont tous les deux décédés. https://www.theguardian.com/world/2016/dec/06/chile-bombing-extradition-michael-townley-armando-fernandez-larios?CMP=share_btn_fb

Finlande/Syrie. Le ministre finlandais de l'Éducation et de la Culture a annoncé que les Archives nationales ont pris cet automne des copies digitales des documents qui sont en danger du fait de la guerre civile en Syrie et placés dans un lieu sûr de stockage. En espérant que les originaux survivront à la destruction de la guerre, la Finlande a voulu pour sa part assurer la préservation de l'information pour les futures générations en servant de lieu de stockage pour les archives." Merci aux Archives Nationales de Finlande. http://www.minedu.fi/OPM/Tiedotteet/2016/12/syria.html?lang=fi&extra_locale=en

Ancienne Yougoslavie/Israël. La Cour Suprême d'Israël a prononcé un jugement contre une requête d'accès à l'information pour déclassifier "l'information relative aux exportations de défense en Ex-Yougoslavie dans les années 1990 durant la guerre de Bosnie," a rapporté *BIRN*. Les requérants ont dit qu'ils ont soumis leur requête "après que de précédentes allégations selon lesquelles le gouvernement israélien avait aidé les forces serbes bosniaques durant le conflit de 1992-1995," y compris par le biais d'exportations d'équipement militaire israélien. La cour a déclaré, "nous sommes persuadés que le fait de dévoiler l'information demandée peut affaiblir la sécurité nationale et influencer sur les relations étrangères," ce qui selon les requérants est une tacite admission que les documents relatifs aux exportations existent. Les références aux exportations se trouvent dans des sources aussi variées que les rapports de l'Institut néerlandais pour la documentation relative à la guerre tirés des journaux de Ratko Mladic, qui étaient cités dans un jugement de 2011 du Tribunal International pour l'Ex-Yougoslavie. http://www.balkaninsight.com/en/article/israel-court-denies-request-for-bosnian-war-deals-data-12-07-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=58cd52a9e2-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-58cd52a9e2-319755321

France/Sénégal. La France a promis 2,5 millions d'images digitales de documents qu'elle détient relatives à l'histoire coloniale du Sénégal, en particulier les archives relatives au massacre de Thiaroye de 1944 et celles relatives aux tirailleurs Sénégalais, qui étaient un corps de l'infanterie coloniale de l'armée française recruté au Sénégal et dans d'autres parties d'Afrique Occidentale et qui ont combattu durant la Première et la Seconde Guerre mondiale. Les familles victimes du massacre ont demandé que la France remette toutes les archives relatives au massacre au Ministère de la Défense. http://www.dakaractu.com/THIAROYE-44-LES-FAMILLES-DES-VICTIMES-DEMANDENT-LA-FIN-DE-L-OBSTRUCTION-A-LA-MANIFESTATION-DE-LA-VERITE_a122495.html; <http://sanslimitesn.com/le-president-sall-la-france-va-rendre-au-senegal-ses-archives/>

Allemagne/Suisse. Une cour allemande a jugé que la collection d'art de Cornelius Gurlitt, qui inclut des œuvres d'art obtenues par son père et qui pourrait avoir été saisie par les Nazis aux propriétaires Juifs, était légalement due au Musée d'art de Berne, Suisse. L'équipe de recherche allemande cherchant à déterminer l'historique de la propriété de ces tableaux a définitivement établi la propriété pour seulement 5 des 1500 œuvres d'art. Le responsable de l'équipe "a souligné l'extraordinaire difficulté de retrouver la propriété il y a de cela des décennies, et ce malgré une équipe internationale alliant les archives en Allemagne, en France, aux États-Unis et ailleurs," a rapporté le *New York Times*. http://www.nytimes.com/2016/12/15/world/europe/cornelius-gurlitt-nazi-art-court.html?rref=collection%2Fbyline%2F Alison-smale&action=click&contentCollection=undefined®ion=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=2&pgtype=collection

Inde/ États-Unis. Un important marchand d'art de New York a été arrêté et accusé d'avoir volé des œuvres d'art, a rapporté le *Daily Mail*. Les quelques objets en sa possession ont été acheminés illégalement aux États-Unis par Subhash Kapoor, qui a fait l'objet d'une mise au point dans l'édition de juillet 1995 dans la section Commentaires.

Irak/Koweït. Le ministère iraquien de la Défense a offert des récompenses à ceux qui fourniraient des informations crédibles sur la localisation des restes des personnes koweïtiennes disparues et des

archives nationales koweïtiennes,” a rapporté *Gulf News*. <http://www.kuna.net.kw/ArticleDetails.aspx?id=2582020&language=en>

Irlande/Royaume-Uni. Fianna Fail, le parti républicain d'Irlande, a appelé à la “publication immédiate” du rapport Stalker, a rapporté *The Times*. Entre 1984 et 1986 John Stalker, à la requête du commissaire en chef du Commissariat Royal de l'Ulster (RUC), a enquêté sur les tirs meurtriers du RUC en novembre et décembre 1982. Un document d'état du Royaume-Uni, maintenant déclassifié selon la règle des 30 ans, a révélé que l'ancien secrétaire d'état britannique pour l'Irlande du Nord, a dit à un représentant du gouvernement irlandais en 1986 que si le rapport était diffusé, il était “évident qu'un nombre considérable de membres de rang supérieurs de la police seraient accusés de crimes les plus sérieux.” <http://www.thetimes.co.uk/edition/ireland/publish-shoot-to-kill-report-says-fianna-fail-77ntbmnzf>

Israël/Yémen. Israël a publié en ligne “200'000 documents précédemment classifiés des archives d'état relatives aux enfants disparus” à partir des années 1950, en particulier ceux des immigrés du Yémen, a rapporté le *New York Times*. Les documents “incluent les dossiers personnels des enfants, classés par ordre alphabétique, contenant les archives hospitalières, les certificats d'enterrement, les rapports de police et les protocoles des anciens officiels de la commission d'enquête, ainsi que les témoignages donnés par les parents.” Le gouvernement n'a pas diffusé les détails d'enfants qui étaient officiellement placés dans les maisons adoptives et les autres cas dont la vie privée pourrait être compromise.” Le gouvernement a déclaré qu'il “établirait une banque de données génétiques où les gens qui pensent avoir été adoptés de façon officieuse peuvent chercher les concordances avec les familles d'enfants disparus.” http://www.nytimes.com/2016/12/28/world/middleeast/israel-missing-yemenite-children.html?_r=0

IS (État Islamique/ISIL/ISIS)/États-Unis. D'après la législation américaine qui établit que les biens d'une organisation terroriste désignée peuvent être saisis, le département de la justice américain a ouvert un dossier relatif à une affaire pour récupérer les antiquités pillées par l'État Islamique. Le cas, qui a été établi afin d'alerter les marchands d'art, les ventes aux enchères et autres acheteurs potentiels que le gouvernement recherchera les biens,” se focalise sur 4 éléments qui “étaient identifiés dans un trésor de photographies et de documents saisis initialement lors d'un raid dans l'est de la Syrie en 2015,” a rapporté le *Washington Post*. “ D'autres records retrouvés montrent comment l'État Islamique a créé un système sophistiqué afin d'extraire la richesse de ces sites historiques” et “montrent que le groupe a donné des permis de fouille et des reçus de collection à son effigie.” https://www.washingtonpost.com/local/public-safety/us-steps-up-fight-to-cut-islamic-state-financing-and-trade-in-looted-antiquities/2016/12/15/77a7b40e-c2e1-11e6-9578-0054287507db_story.html?utm_term=.e10e7a852d9a

Japon/Russie. Les Archives nationales du Japon “demandent à la Russie de mener une enquête conjointe sur les documents saisis par l'Armée soviétique lors de l'invasion de la Mandchourie lors de la seconde guerre mondiale, incluant les records de l'armée de Kwantung, selon *Japan News*. Les archives sont stockées dans les archives centrales du ministère de la Défense russe. <http://the-japan-news.com/news/article/0003395187>

Serbie/Slovénie. Quelques jours après que le premier ministre slovène a déclaré au Parlement que “la Slovénie ne ferait pas de la résolution des problèmes bilatéraux tels que l'accès aux archives yougoslaves une des conditions de l'accession de la Serbie à l'Union Européenne,” le ministère des affaires étrangères serbes a remis à la Slovénie “43 traites originaux” a rapporté *STA*. La Serbie détient les archives de l'ex-Yougoslavie, et leur transfert constitue la première restitution des archives yougoslaves à ses successeurs selon l'accord de succession de 2001.” <https://english.sta.si/2334861/slovenia-not-to-leverage-accession-talks-to-pressure-serbia-on-archives>; <https://english.sta.si/2337494/slovenia-to-take-over-43-treaties-from-serbian-archive>

Nouvelles nationales

Cameroun. Lors d'une réunion de travail à Yaoundé, les problèmes d'enregistrement des naissances et autre actes civils ont été débattus et un livre blanc soulignant le programme du gouvernement pour régulariser l'enregistrement des informations personnelles vitales a été revu.

<http://www.camer.be/56612/11:1/cameroun-difficile-archivage-des-donnees-detat-civil-cameroon.html>

Canada. Après qu'un juge en Novembre a déclaré que le Service de renseignement et de Sécurité canadien (CSIS) "a violé la loi en gardant les données électroniques de personnes au sujet desquelles il n'y avait pas d'enquête," le ministre de la Sécurité Publique a dit qu'il évalue les points de vue pour savoir si le CSIS "devrait être autorisé à garder et utiliser de telles informations," a rapporté *The Star*.

<http://www.thestar.com/news/canada/2016/12/08/goodale-keeps-door-open-to-csis-use-of-metadata-gathered-from-innocent-people.html>

Un historien canadien a découvert des archives de 1951 à la Bibliothèque et Archives du Canada qui montrent que le cabinet fédéral a approuvé secrètement un programme de surveillance de la Police Royale montée canadienne sous le nom de code "Picnic" concernant les personnes qui étaient considérées "déloyales" ou "subversives", a rapporté *CBC News*. L'autorité incluait "la surveillance de conversations téléphoniques subversives," apparemment sans date de fin. L'historien n'a pas été capable de voir l'autorisation originale du cabinet car cela ne fut pas remis à la Bibliothèque et Archives du Canada mais fut au lieu gardé par l'employé du Bureau du Conseil Privé. Le Bureau du Conseil Privé a refusé de confirmer ou de nier l'existence de ces archives." <http://www.cbc.ca/news/investigates/surveillance-cold-war-picnic-1.3897071>

Chine. "Une fuite de presque 9 gigabits contenant des photographies et vidéos explicites de plus de 160 étudiantes de collègue – qui avaient pris les photos comme garanties pour des prêts exorbitants – a renouvelé l'examen minutieux sur le monde souvent sans scrupule des prêteurs," a rapporté le Projet non-gouvernemental de report sur le crime organisé et la corruption. <https://www.occrp.org/en/daily/5878-nude-selfie-leak-sheds-light-on-china-s-multi-trillion-dollar-shadow-lending-industry>

France. La loi du 28 décembre 2015 sur l'open data a été utilisée par l'entreprise privée Filae (anciennement genealogie.com) pour réutiliser commercialement les archives de l'état civil (registres des naissances, décès, mariages etc.), incluant ceux qui ont été numérisées par les archives départementales. Ce qui a provoqué "un petit cataclysme" au sein des établissements culturels, a rapporté *laGazette.fr*. <http://www.lagazettedescommunes.com/478355/archives-laffaire-filae-du-besoin-de-repenser-la-politique-de-diffusion-des-donnees-culturelles/>

Le gouvernement français a annoncé qu'il adhérerait au Second Protocole (1999) de la Convention de La Haye de 1954 pour la Protection de la propriété culturelle dans les conflits armés, a rapporté *The Art Newspaper*. Parmi les clauses, les états doivent former leurs forces militaires à protéger les sites culturels et "planifier les mesures d'urgence pour protéger les bâtiments historiques et enlever les collections en cas de conflit." <http://theartnewspaper.com/news/news/france-joins-international-treaty-to-protect-cultural-heritage-in-war-zones-/>

Inde. "La police indienne a enregistré 251 cas de crimes d'honneur en 2015, comparé aux 28 une année plus tôt quand l'Inde a commencé à les compter séparément," a rapporté *the Associated Press*. Le Bureau des Archives nationales du crime a dit que le nombre le plus élevé était à Uttar Pradesh, où 131 crimes ont été enregistrés comparé aux 2 l'année précédente. Les activistes des droits des femmes ont dit "que cela sous-estime encore grandement les nombres actuels" du fait du "sous-enregistrement très marqué." Une étude de 2001 à l'échelon national menée par l'association des Femmes de Toute l'Inde Démocratique "a suggéré qu'environ 900 personnes sont tuées dans des crimes d'honneur chaque année en Inde." <http://www.mysanantonio.com/news/crime/article/India-records-huge-spike-in-honor-killings-in-10779731.php>

Iran. Le mariage d'une femme iranienne avec un étranger requiert une autorisation spéciale du Ministère des Affaires Etrangères et le code civil iranien interdit aux femmes musulmanes de se marier

à des hommes non-musulmans, a rapporté *Al-Monitor*. “On estime à 70 000 le nombre de mariages entre des femmes iraniennes et des hommes Afghans, qui ne sont pas enregistrés à l’Organisation Nationale pour les Enregistrements Civils.” Le ministère iranien de l’Intérieur a déclaré invalides tous les mariages entre des femmes iraniennes et des hommes Afghans qui ont eu lieu avant 2001. “Ces mariages non-enregistrés ne garantissent aucun droit à l’épouse iranienne et à ses enfants.” Les enfants ne peuvent avoir de certificats de naissance et n’ont pas automatiquement la nationalité iranienne, faisant d’eux des apatrides. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/12/iranian-mothers-foreign-fathers-children-citizenship-law.html?mkt_tok=eyJpIjoiWkRZMU1tWXpNVFZqTldWayIsInQiOiJFU1RkVWMyU0g2VXVHXC9kYUw5cHFoaGJPUzA5RjJqO1QwSIByTHJZYmM4RHduVStJOVJ0Q3hhUjZna0ZidHFRMnJEdUJwelZRXh4VzE4cHFcL1FDQjdRV2gzdFE1YjNFeWlzRFJlQk5ZXC9nYkVHQkplRTRLSnhxUkFtb25CTWdJNyJ9#ixzz4SpYfaG5T

Irak. Plus de 400 textes, datés entre le XIIIe et le XXe siècle, étaient stockés dans des seaux en fer et cachés derrière un mur avant qu’ISIS n’occupe et ne détruise en partie le monastère chrétien de Mar Banham, a rapporté *Live Science*. La zone à proximité de Mossoul où se trouve le monastère a été reprise en novembre 2016, et les textes ont été récupérés. Les textes qui n’ont pas été cachés ont été brûlés. <http://www.livescience.com/57240-historic-texts-hidden-isis-occupied-monastery.html>

Israël. Le prix 2016 Alsberg pour la recherche sur les archives a été attribué aux chercheurs de l’Institut Akevot, le docteur Noam Hofstadter et à Lior Yavne par l’association des archivistes israéliens et la famille de Paul A. Alsberg pour le rapport Akevot *Point of Access*. Pour plus d’information, voir la *Lettre d’Information* de mai 2016.

Mexique. Une enquête interne du procureur général contre l’ancien directeur de l’Agence Criminelle d’Enquête a découvert que “les preuves clés concernant le cas des 43 étudiants disparus d’Ayotzinapa,” que l’agence conduisait depuis le début, “avait été obtenu par la torture,” *Crisis Watch* a rapporté. Le gouvernement mexicain a refusé de diffuser son rapport interne. Un journaliste qui a écrit un livre sur le cas en a obtenu une copie, qui selon elle et le *New York Times* montre une série de violations, incluant des événements non-enregistrés. <https://crisisgroup.org/crisiswatch>. Pour une interview de la journaliste, voir http://therealnews.com/t2/index.php?option=com_content&task=view&id=31&Itemid=74&jumival=17987

Pakistan. La commission judiciaire examinant l’attaque d’août sur l’hôpital de Quetta qui a tué 74 personnes a publié son rapport. Hautement critique du gouvernement, elle dit que le plan anti-terroriste national devrait avoir “un mécanisme de surveillance complet” et que l’entrée et la sortie du Pakistan devraient être “proprement gérées,” a rapporté *The Express Tribune*, avec toutes les personnes entrantes ayant “la documentation requise et qu’elles soient photographiées, leur empreinte prise par le personnel de l’Agence fédérale d’Investigation.” *Crisis Watch* a dit que les recommandations incluent une base de données de tous les groupes de terreur et l’enregistrement de toutes les institutions d’éducation y compris les madrasas. <http://tribune.com.pk/story/1265789/nearly-decade-digitisation-land-records-still-distant-dream/>
<http://tribune.com.pk/story/1272168/computerisation-punjab-land-records-go-digital/>

“La gestion des revenus fonciers étant considérée comme étant l’un des départements les plus enclins à la corruption, un projet d’informatisation de toutes les archives foncières a été retardé pendant presque une décennie,” a rapporté *The Express Tribune*, mais dans le Pendjab, les archives de “55 millions de propriété foncière ont été sécurisées par l’informatisation.” Le ministre en chef du Pendjab, inaugurant l’Autorité des records fonciers du Pendjab, a déclaré, “La culture du patwari (l’officier en charge des records fonciers), ou les dossiers avancent grâce à l’argent, est terminée.”
<http://tribune.com.pk/story/1265789/nearly-decade-digitisation-land-records-still-distant-dream/>
<http://tribune.com.pk/story/1272168/computerisation-punjab-land-records-go-digital/>

Pérou. Le procureur public du gouvernement a clôturé l’enquête au sujet des plaintes de 77 femmes qui ont été stérilisées de force au milieu des années 1990 sous couvert d’un programme gouvernemental sur

la pauvreté. Demmus, une ONG, a fait appel demandant que la décision ainsi qu'une autre similaire en juillet dernier soit changée et inversée, a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Pour plus d'information, voir *HRWG News* 2016-08.

<http://news.trust.org/item/20161214065734-s22tr/>

Le ministre de la justice a approuvé un plan national de recherche des personnes disparues pour la période couvrant le conflit armé (1980-2000). Beaucoup d'archives gouvernementales et des papiers collectés aideront la recherche. <http://rightsperu.net/aprueban-el-plan-nacional-para-la-busqueda-de-personas-desaparecidas-1980-2000/>

Philippines. La Commission des droits de l'homme a dit qu'"elle enquêtera sur les plaintes du président Rodrigo Duterte ayant tué personnellement des suspects liés à la drogue alors qu'il était maire de Davao," a rapporté *BBC News*. Le président de la commission a dit, "Même si nous ne pouvons pas instruire les charges lors de la présidence de Mr Duterte je pense qu'il est important d'avoir des records et de la documentation (de ces événements) et qu'à une époque appropriée, on aura la preuve préservée si bien que les personnes puissent finalement être tenus pour responsables des actes qu'ils ont commis." <http://www.bbc.com/news/world-asia-38403977>

Roumanie. Les procureurs militaires de la cour Suprême de Roumanie ont poursuivi l'ancien président Ion Iliescu et plusieurs autres anciens responsables pour crimes contre l'humanité en rapport avec les violences en 1990 qui ont fait au moins 4 morts et plus de 700 blessés à Bucarest, a rapporté *BIRN*. De précédentes enquêtes ont duré plus de 27 ans et plusieurs cas sont allés devant la Cour Européenne des droits de l'homme ; un ensemble de records devrait être mis à la disposition des procureurs. <http://www.balkaninsight.com/en/article/former-romanian-officials-indicted-with-crimes-against-humanity-for-the-1990-miners-revolt-12-23-2016#sthash.oLW44G19.dpuf>

Russie. On a donné à *Sky News* la permission de filmer à l'intérieur des Archives d'état. Un archiviste a dit au reporter que le FSB (l'agence de sécurité de la police) a dit aux archives qu'"il était trop facile d'accéder à certains documents. Dans le passé, les proches des personnes tuées (à l'époque soviétique) pouvaient lire les dossiers relatifs à leurs proches. Maintenant, ces documents vont être résumés pour eux." Le co-président de Memorial, l'ONG en charge des droits de l'homme, a dit qu'il était de plus en plus difficile de découvrir ce qui était aux Archives nationales. <http://news.sky.com/story/how-russia-is-engaged-in-a-battle-for-its-own-history-10691897>

Le 5 décembre, le gouvernement a adopté une nouvelle doctrine sur la sécurité de l'information, a rapporté un article dans *Russia Direct*. <http://www.russia-direct.org/opinion/what-behind-new-russias-information-security-doctrine>

Sud-Soudan. Un rapport d'*IRIN* sur le Sud-Soudan a signalé que personne ne sait combien de gens ont été tués lors de la guerre civile. Il cite un officiel de l'ONG *International Crisis Group*, disant que "l'ONU est le seul acteur au Sud-Soudan ayant la capacité de collecter et vérifier le nombre de morts et ils ont choisi de ne pas le faire. Le nombre des morts est important pour notre humanité, pour éveiller les consciences et comme preuve empirique pour savoir comment la guerre évolue."

http://www.irinnews.org/feature/2016/12/08/south-sudan-%25E2%2580%259C-fighting-will-continue-our-children%25E2%2580%259D?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=6062f411b1-EMAIL_CAMPAIGN_2016_12_06&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-6062f411b1-359425329

Sri Lanka. Le Comité des Nations Unies sur la torture a publié un rapport très critique sur les pratiques gouvernementales au Sri Lanka, disant que la torture est chose commune dans les lieux de détention. De nombreuses recommandations incluent de meilleures pratiques de records management dans la police et les systèmes judiciaires, y compris des recommandations de base telles que "les officiers enregistrant la date exacte, l'heure, les raisons de détention et le lieu de l'arrestation de toutes les personnes détenues." http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CAT/Shared%20Documents/LKA/INT_CAT_COE_LKA_25983_E.pdf

Suisse. *Atlanti* a publié un article de Cristina Bianchi, un des membres du Groupe de travail sur les droits de l'homme, sur l'accès des archives en Suisse au sujet des 100'000 enfants estimés qui ont été de façon forcée placés en institutions et dans des familles adoptives entre 1800 et 1980. *Atlanti*: Volume 26 (2016), no. 1, pp. 65-71.

Syrie. Le réseau des droits de l'homme syrien, une ONG, a diffusé son rapport annuel sur l'importance des morts civils qui ont été tués par les 6 forces principales en Syrie. Il a documenté 16 913 personnes civiles tuées en 2016. http://sn4hr.org/wp-content/pdf/english/16913_civilians_killed_in_2016_en.pdf

Utilisant "des extraits vidéos bruts et souvent cruels de Syrie", deux Berlinoises ont créé une base de données des atrocités de la guerre appelée "Syrian Archive" (syrianarchive.org). Ces personnes ont dit à *DW* que la base de données comprend des vidéos de tous les camps impliqués dans le conflit, pour essayer d'être aussi impartial que possible." Ils ont dit que leur "but principal est de rendre les atrocités individuelles vérifiables pour de futures enquêtes judiciaires." <http://www.dw.com/en/syrian-archive-catalogues-war-atrocities-online/a-36945803>

IRIN a publié un article évaluant les "complexités du droit international" qui pourraient être utilisées pour tenir responsables les auteurs des crimes de guerres en Syrie. "Assumant qu'une quelconque justice arrivera, les cours de justice auront besoin de preuves. Et c'est l'unique chose qu'elles auront probablement" car les divers groupes ont "méticuleusement rassemblé et stocké les preuves ayant en vue de possibles et futures poursuites judiciaires." <http://www.irinnews.org/analysis/2016/12/12/syria-war-crimes-guide-navigating-legal-minefield>

Royaume-Uni. Le Secrétaire d'État à l'Intérieur a annoncé que 34 dossiers relatifs à la grève des mineurs de 1984, appelée la bataille d'Orgreave seront transférés aux Archives Nationales et devraient être mis à la disposition du public dans la première moitié de 2017. Pour plus d'information, voir *HRWG News* 2016-10. <http://independent.co.uk/news/uk/home-news/home-office-battle-of-orgreave-files-public-miners-strike-a7468216.html>

Le service d'inspection des commissariats de sa Majesté, qui inspecte les forces de police nationale, a publié un rapport sur les accusations d'abus sexuels faites contre les officiers de police ces deux dernières années et qui s'est achevé en mars. En Angleterre et aux Pays de Galles, il a découvert que 306 officiers et 28 employés de police étaient impliqués dans 436 allégations rapportées. De plus, moins de la moitié (48%) des 436 cas rapportés ont été référés à la Commission indépendante de la police en charge des plaintes, laissant les records de la commission lourdement inexacts. <http://www.bbc.com/news/uk-38240524>

États-Unis. *ProPublica*, qui a suivi de près les conditions de santé des vétérans militaires en contact avec l'Agent Orange, a publié une étude sur leurs enfants. Utilisant les données tirées du Registre de l'Agent Orange de l'Administration des Vétérans, il a regardé 37 535 vétérans qui avaient des enfants nés avant et durant/après la guerre. Il a découvert que "les anomalies d'avoir un enfant né avec des imperfections durant ou après la guerre étaient plus d'un tiers supérieures pour les vétérans qui disent avoir manipulé l'Agent Orange, l'avoir aspergé ou ont été directement aspergés que pour les vétérans qui ont dit qu'ils n'avaient pas été exposés ou qui n'en étaient pas sûrs." <https://www.propublica.org/article/the-children-of-agent-orange>

Le *New York Times* a publié un article sur les compagnies d'assurance qui au XIXe siècle ont gagné de l'argent en vendant des polices d'assurance aux propriétaires d'esclaves. L'une d'elles qui est toujours dans les affaires, *New York Life*, "a autorisé le *New York Times* à revoir plusieurs grands livres de comptabilité de ses archives, mais n'a pas autorisé le reporter à interviewer son archiviste pour

déterminer si d'autres archives existaient encore. ” La compagnie a dit qu'elle regrette “profondément” cette histoire. <http://www.nytimes.com/2016/12/18/us/insurance-policies-on-slaves-new-york-lifes-complicated-past.html?smid=tw-share>

Une équipe de médecins chercheurs intéressés à déterminer le nombre de morts dû à la drogue a utilisé les certificats de décès (qui établissent la cause de décès), et a ensuite réassigné les morts avec des causes non-spécifiques à leurs causes supposées,” et a appliqué un algorithme pour chaque mort enregistrée depuis 1980. “Les chercheurs ont découvert que les morts causées par troubles mentaux et usage de la drogue avaient augmenté de 188 % à travers les Etats-Unis”, en 30 ans, a rapporté *VICE News*. C'est plus important que les données officielles du Centre de Contrôle des Maladies, qui fonde ses statistiques seulement sur les causes rapportées de mort. <https://news.vice.com/story/the-opioid-crisis-might-be-even-worse-than-it-seems-because-doctors-are-misreporting-deaths>

Reuters a déposé des requêtes d'accès relatifs à des records publics avec plus de 50 autres états pour obtenir les données relatives aux épidémies infectieuses du “super microbe” *Clostridium difficile* dans les centres de soins sur les cinq dernières années. Ils ont découvert en se fondant sur les rapports relatifs à 29 états qu'il y avait eu 300 épidémies infectieuses. *Reuters* a ensuite analysé les certificats de décès et “découvert que de 2003 à 2014, les morts liées au super microbe dans les centres de santé avaient augmenté de 62%, passant de 1400 à 2300.” *Reuters* a même documenté les cas où les patients atteints étaient transférés, parfois plusieurs fois, sans en notifier les centres d'accueil.” <http://www.reuters.com/investigates/special-report/usa-uncounted-outbreaks/>

Le département de la Sécurité Intérieure a retiré le système d'enregistrement national de sécurité des entrées et sorties (NSEERS) de sa liste de programmes disponibles, effectif immédiatement,” a rapporté *BuzzFeed News*. NSEERS fut établi après les attaques du 11 septembre 2001 et avait requis que les hommes de plus de 25 pays musulmans entrant dans le pays soient enregistrés, leurs empreintes digitales prises et qu'ils doivent venir pointer régulièrement auprès des officiers de l'immigration. Cela fut arrêté en 2011, si bien que la fermeture du programme est surtout symbolique. Ce qui adviendra des records du NSEERS n'a pas été établi. https://www.buzzfeed.com/mikehayes/obama-ends-registry-program-that-targets-muslims-before-trum?utm_term=.qcgxMgg0V0#.juxZaqWgW

États-Unis/Californie. “ Le 1er août 2016, le comté d'Alameda, Californie, a remplacé son système de gestion des cas datant des années 1970 par un nouveau logiciel,” a rapporté *Slate*, et depuis “le bureau des avocats commis d'office a appris l'existence de dizaines de cas où les gens avaient été arrêtés injustement, détenus en prison quand ils auraient dû être libérés, ou qu'on leur avait dit de façon erronée de s'inscrire au registre des délinquants sexuels.

http://www.slate.com/articles/technology/future_tense/2016/12/software_problems_are_leading_to_wrongful_arrests.html

Publications.

Justice Transitoire et Education : apprendre la paix, un nouveau livre du Centre International pour la Justice Transitoire et l'UNICEF, examine la relation compliquée entre l'éducation, la justice, et la construction de la paix dans les sociétés luttant avec un héritage de conflit violent. Il offre des leçons sur la manière dont l'éducation peut être liée étroitement dans une société divisée pour vaincre le passé et créer les conditions de paix, souvent dans des conditions très difficiles.” <https://www.ictj.org/news/learning-peace-book-ictj-unicef-education>

Craig Silverman, ed., *Verification Handbook: A definitive guide to verifying digital content for emergency coverage* est un livre utile pour vérifier les rumeurs sur internet, compilé par des représentants des principales organisations de presse à travers le monde, The annual *Global Information Society Watch* focuses on “economic, social and cultural rights and the internet.” <http://giswatch.org/2016-economic-social-and-cultural-rights-esers-and-internet>

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à :

trudy@trudypeterson.com **ou** j.boel@UNESCO.org

(Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le Groupe de Travail sur les Archives des droits de l'homme. Traduction française : Rémi Dubuisson)